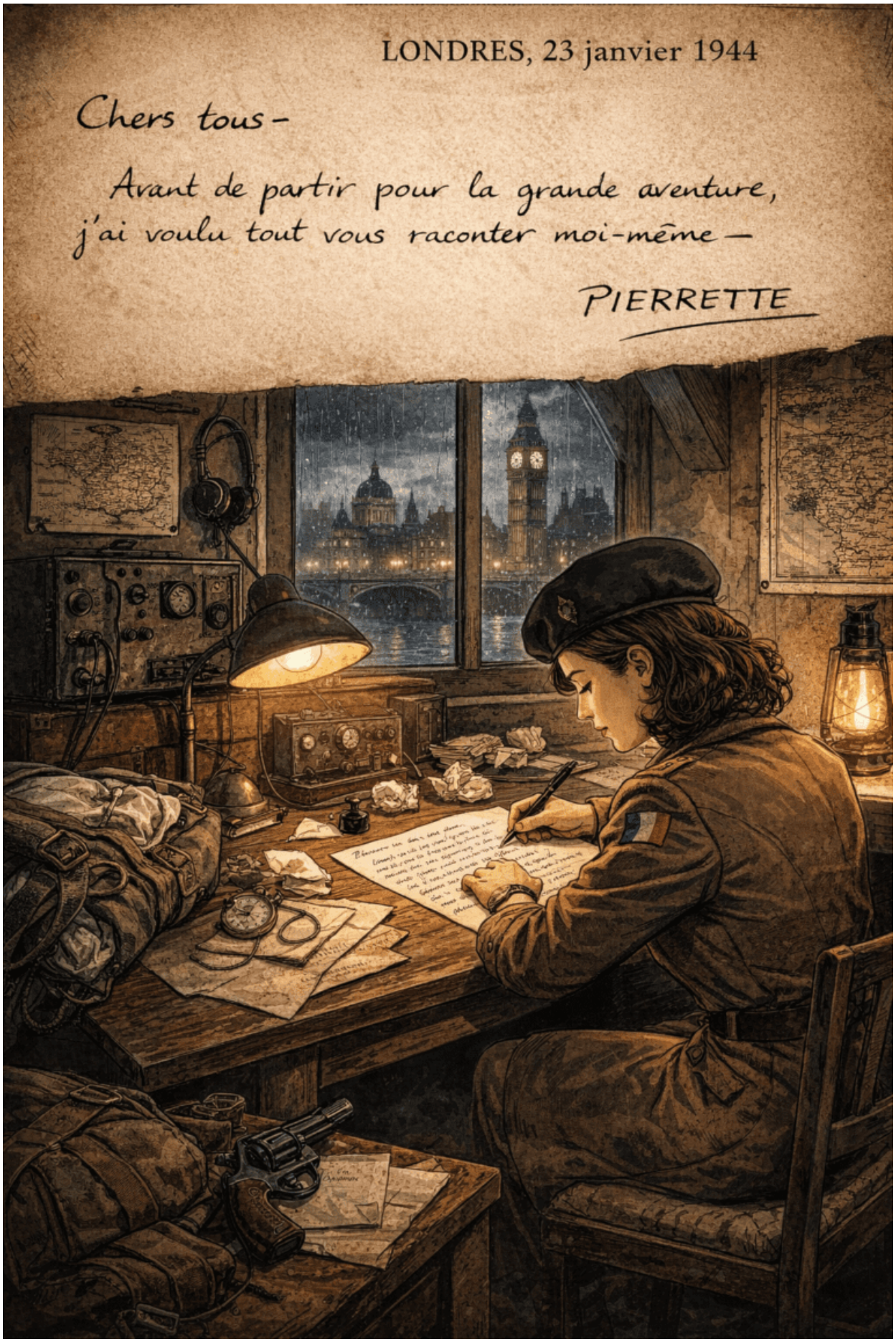
Hommage aux “Merlinettes” : Servir la France jusqu’au sacrifice

Category: 1940-1944 : Résistances en France,1942-1945,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Contre-espionnage,Services français
2 février 2026


LONDRES, 23 janvier 1944
Chers tous -
Avant de partir pour la grande aventure,
j'ai voulu tout vous raconter moi-même —
PIERRETTE

Le 7 octobre 1999, à l'initiative de notre délégué régional André Fontès, eut lieu à Toulouse l'inauguration de la rue Pierrette Louin du groupe des " Merlinettes " – SSM/FTR. Cette manifestation fut émouvante : 20 drapeaux représentant diverses associations d'Anciens Combattants et une centaine de nos camarades assistaient à cette cérémonie qui se déroula en présence de M. Dominique Baudis, député – maire de Toulouse.

En 1943, le Commandant Paillole alors chef des services clandestins de CE (contre-espionnage) et de Sécurité militaire se rend compte que le Service manque d'opérateurs radio. Il pense aux ressources du corps féminin des Transmissions qui faisait ses preuves sur le théâtre des opérations en Italie, après s'être distingué en AFN et lance un appel à ces volontaires féminines des transmissions dirigées par le Général Merlin, pour accomplir en France occupée des missions dans des conditions difficiles mais exaltantes. Il est parfaitement entendu : plusieurs d'entre elles se présentèrent, toutes animées du plus pur esprit de patriotisme et toutes conscientes du danger. Pierrette Louin était de celles-là.

De cette élite féminine française, l'histoire ne retiendra que quatre noms, dont le sien.

Martyrisées à Ravensbrück, elles ont revendiqué devant la mort l'honneur d'être traitées en soldat. Elles étaient pourtant bien jeunes.

Après la très belle allocution de M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, André Fontès lut avec beaucoup d'émotion la lettre écrite de Londres par Pierrette Louin à sa famille, le 23 janvier 1944, avec la mention " ouvrir après ma mort ".

Cette lettre fit perler bien des larmes dans l'assistance. Elle est publiée ci-après.

*

OUVRIR APRÈS MA MORT

LONDRES 23 janvier 1944

Chers tous-

Avant de partir pour la grande aventure j'ai voulu tout vous raconter moi-même — Ce sera peut-être pour vous une consolation, car si vous la lisez c'est que je ne serai plus — Je sais quelle pourra être votre peine mais la seule chose qui pourra non l'amoindrir, mais la rendre moins amère, c'est que ma mort n'aura pas été inutile, c'est qu'elle aura servi à la France — il ne faut pas que vous en soyez trop tristes car cette mort-là c'est la seule que je souhaite avoir, parce que c'est la plus belle — mon âge ne compte pas, l'important c'est que je ne vais pas me battre, comme une unité quelconque dans un troupeau qui se bat parce que "c'est ainsi", parce que c'est une obligation — je suis volontaire — et cela veut dire beaucoup — c'est autre chose qu'un mot — cela implique avant tout la lucidité, le choix — Cette mission dont je ne reviendrai peut-être pas, je ne l'ai pas subie comme un ordre — je ne l'ai pas non plus acceptée à l'aveuglette — non j'ai pensé et j'ai choisi — c'est mon esprit qui a consenti, et dès lors donner ma vie, n'est plus un sacrifice. Pourtant j'aime la vie — je sens en moi une force, un goût de la lutte qui pourraient me gagner ma vie. Mais je ne pourrais conserver cette force, ni avoir le désir de vivre, si je me dérobais à ce qu'il y a dans mon esprit — cette chose là ce n'est plus le

chauvinisme sentimental de mon enfance — c'est quelque chose qui fait partie de moi, c'est l'amour de la France — une passion qui n'est plus "instructive" mais lucide, dépouillée d'attendrissement ridicule — Je ne vais pas me battre pour des mots, pour des idées ou pour des gens — je ne vais pas non plus me battre contre des mots, des idées d'autres gens — mais pour sauver un "tout" qui ne peut pas disparaître — une forme de vie un idéal — c'est la France — je ne sais pas vous expliquer cela — mais je sens la France en moi et c'est pour cela que j'ai choisi de partir, que je n'ai pas voulu être le spectateur impuissant qui se contente de souffrir en mots — que j'ai refusé d'acheter mon existence au prix de mon esprit — Pour cela je me suis engagée — la chance m'a rapidement servi — fin juillet j'ai été une des deux filles à l'occasion de servir a été donnée — La seconde suivante j'avais accepté — je suis donc entrée au 2e bureau — En septembre je suis arrivée à Londres par avion — j'ai complété mon instruction technique par la formation de radio clandestine — Puis j'ai fait l'entraînement de parachutiste — Après un départ raté en novembre, il y a eu les jours d'attente et de fièvre — et à nouveau l'espoir c'est pour dans quelques jours — Ainsi, une nuit, dans la lune qui vient, un avion m'emportera au-dessus de la France — je sauterai en parachute — et accomplirai ma mission — J'aurai de faux papiers et des appareils radio clandestins — ma mission sera d'émettre sur Londres et Alger tous renseignements que les agents et moi-même recueillerons — je n'ignore aucun des dangers que je cours — je sais que j'ai peu de chances de m'en tirer — le moins que je risque c'est la forteresse en Allemagne — Mais est-ce que cela compte puisque j'aurai lutté ? Si je meurs, ce sera la règle du jeu, sans regrets, sans amertume puisque mon âme sera intacte — Si je vis, j'aurai gagné mon droit à la vie, et la joie d'avoir été fidèle à mon idéal — Mais je pense à vous, qui restez — et j'en ai beaucoup de peine — mais je sais que vous comprendrez et m'approuverez — Nous nous retrouverons — Je vous dis adieu, sans tristesse — encore une fois je vous embrasse avec toute ma tendresse —

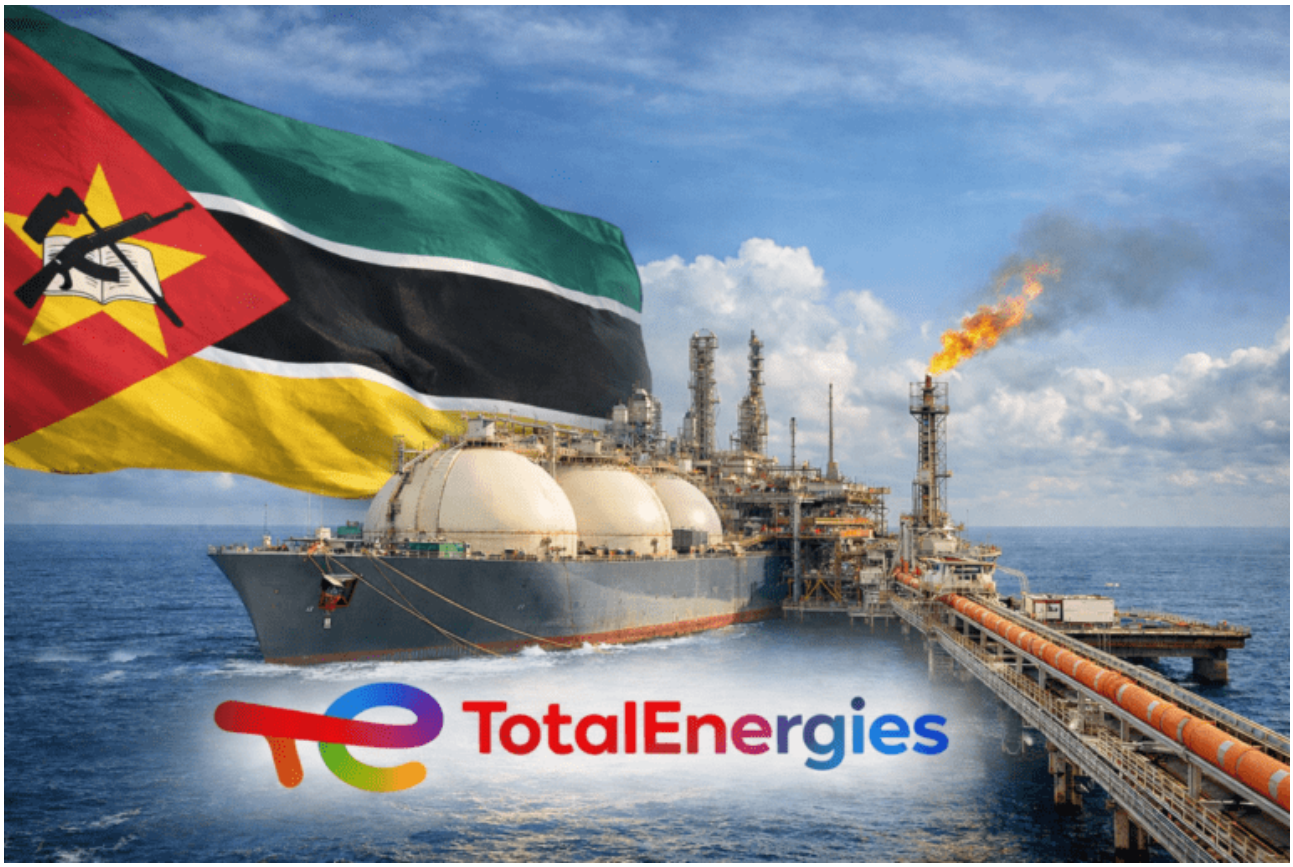
PIERRETTE

Cet article a été publié dans le BULLETIN DE LIAISON de l'AASSDN N° 183 (3e trimestre 1999)

Source création photo : IA

Energie : Reprise du méga-projet gazier mozambicain avec TotalEnergies

Category: Actualités,Global
2 février 2026



Après cinq ans d'arrêt, le Mozambique relance le méga-projet gazier Mozambique LNG de TotalEnergies, suspendu après une attaque jihadiste meurtrière.

Le Mozambique va relancer officiellement jeudi un méga-projet gazier dirigé par le géant énergétique français TotalEnergies, qui était resté en suspens pendant près de cinq ans après une attaque jihadiste meurtrière.

Le président mozambicain Daniel Chapo annoncera la reprise du projet Mozambique LNG lors d'une cérémonie à laquelle assistera le patron de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, a indiqué le gouvernement.

Ce projet d'un montant de 20 milliards de dollars, situé dans la province septentrionale de Cabo Delgado, à la frontière avec la Tanzanie, a été mis à l'arrêt à la suite d'une attaque jihadiste sanglante en mars 2021 sur la ville voisine de Palma (nord).

Revue Conflits avec AFP
29 janvier 2026

Source création photo : IA

Le SNA Suffren : voir sans être vu, écouter sans émettre, agir sans alerter

Category: 2020-2030,Actualités,Revue Services Spéciaux (AASSDN),Souveraineté,Technologies
2 février 2026



Avec son admission au service actif en avril 2024, le Duguay-Trouin s'est imposé comme un jalon majeur du renouvellement de la composante sous-marine française. Deuxième unité de la classe Suffren, il succède au bâtiment éponyme entré en service en 2022, et préfigure l'arrivée d'ici 2030 de quatre autres sous-marins nucléaires d'attaque (SNA), dans le cadre du programme Barracuda.

Une évolution capacitaire majeure

Cette montée en puissance traduit une ambition claire : offrir à la Marine nationale un outil polyvalent, interopérable et au meilleur standard mondial, capable de tenir son rang dans un contexte stratégique profondément renouvelé et marqué par le retour des logiques de puissance.
Bien plus qu'un simple renouvellement matériel, la transition entre les SNA de type Rubis et les Suffren constitue en effet plutôt une transformation de fond, à la fois technologique, humaine et doctrinale, à la hauteur des enjeux stratégiques contemporains.

L'évolution capacitaire de ces nouveaux bateaux est incarnée par des capacités accrues : leur autonomie, leur discrétion acoustique, leur puissance de feu, leur endurance et leurs capacités de renseignement dépassent très largement celles de leurs prédécesseurs.
Pensés pour durer, ils sont dimensionnés pour affronter les défis du XXIe siècle : retour des

confrontations interétatiques, prolifération des menaces sous-marines, contrôle des espaces d'intérêt stratégique et montée en intensité des opérations.

Renseigner : une sentinelle silencieuse

Le *Duguay-Trouin* est une plateforme discrète, mobile et autonome : il voit sans être vu, écoute sans émettre, agit sans alerter.
Ces qualités font de lui un atout incomparable dans le domaine du renseignement militaire.

[…]

Jean BOYER
Membre de l'AASSDN
Article publié dans la *Revue Services spéciaux* de décembre 2025

Source photo : Marine nationale

Pour lire l'article ***"SNA type Suffren : Sous les mers, au cœur de la supériorité stratégique"*** , dans son intégralité**, cliquez ICI**

Vous pouvez également lire, dans leur intégralité; les articles suivants parus dans la *Revue Services Spéciaux* de décembre 2025 :

- ***"La stratégie de la Chine pour faire basculer Taïwan sans un coup de feu ou l'art chinois de transformer les crises en opportunités"*** de **Claude JAECK** (AASSDN) en cliquant ICI
- ***"Souveraineté stratégique : Urgence absolue"*** de **Jacques HELIOT** (Membre de l'AASSDN) en cliquant ICI
- ***"Le capitaine Jean Avallart et les officiers de Buchenwald"*** de **Marie GATARD** (Administratrice de l'AASSDN) en cliquant ICI

…..

Informations sur l'article :

Titre : *"SNA type Suffren : Sous les mer, au cœur de la supériorité stratégique"*
Auteur : Jean BOYER, Membre de l'AASSDN
Pages : 3
Rubrique : Souveraineté militaire
Paru dans la revue : *Revue Services Spéciaux*
Numéro : 273
Périodicité : Décembre 2025
Revue de : AASSDN

Pour acheter la revue *Revue Services Spéciaux* de l'AASSDN à partir de notre boutique, cliquez ICI

Souveraineté militaire : Urgence absolue

Category: 2020-2030,Actualités,Revue Services Spéciaux (AASSDN),Souveraineté
2 février 2026



Alors que la contrainte budgétaire est plus forte que jamais et que l'immobilisme est quasiment devenu la règle dans la plupart des compartiments de l'action publique, il y a au moins une bonne nouvelle. Elle est intervenue le 13 octobre dernier. Elle concerne un sujet majeur et « sensible », même s'il n'est pas ou plus au premier plan de l'actualité, à savoir les moyens financiers qui sont et seront dévolus aux Armées.

Juste avant que le débat parlementaire s'ouvre1, le Premier ministre a confirmé que le budget du ministère des Armées serait majoré de 3,5 Mde en 2026 et de 3 Mde d'euros en 2027 par rapport à ce que prévoit la LPM 2024-20302. Si positive et si importante que soit sa déclaration, a fortiori dans le contexte actuel, elle ne suffit malheureusement à lever ni les incertitudes, ni les hypothèques qui pèsent sur le budget des Armées. Il y a plusieurs raisons à cela.

L'effort annoncé par le chef de l'état il y a trois mois s'inscrit dans le cadre de la LPM 2024-2030, laquelle reste, jusqu'à nouvel ordre, la « feuille de route » du ministère des Armées. La question qui reste sans réponse à ce stade est de savoir ce qu'il en sera, le moment venu, des trois dernières annuités de la
LPM3. Ceux qui seront aux affaires après le mois de mai 2027 voudront-ils et, si tel est le cas, pourront-ils (car il est peu probable que la situation des finances publiques soit appelée à s'améliorer sensiblement dans les deux ans à venir) majorer chacune des trois dernières annuités de la LPM de 3 à 3,5 Mde ? S'ils estiment qu'ils ne sont pas en mesure de le faire, ils devront assumer la décision, lourde à tous égards, de diminuer les moyens dévolus aux Armées dans des proportions significatives dès le début de leur mandat alors même que l'environnement international a toute chance d'être aussi incertain qu'aujourd'hui. C'est, à

bien des égards, une bombe à retardement que le chef de l'état laisse à son successeur, quel qu'il soit.

[…]

Jacques HELIOT
Membre de l'AASSDN
Article publié dans la *Revue Services Spéciaux* de décembre 2025

Source photo : Armée de l'Air et de l'Espace

Pour lire l'article ***"Urgence : absolue"*** , dans son intégralité, **cliquez ICI**

Vous pouvez également lire, dans leur intégralité; les articles parus dans la *Revue Services spéciaux* de décembre 2025 :

- ***"La stratégie de la Chine pour faire basculer Taïwan sans un coup de feu ou l'art chinois de transformer les crises en opportunités"*** de **Claude JAECK** (AASSDN) en cliquant ICI
- ***"Le capitaine Jean Avallart et les officiers de Buchenwald"*** de **Marie GATARD** (Administratrice de l'AASSDN) en cliquant ICI
- ***"SNA type Suffren : Sous les mer, au cœur de la supériorité stratégique"*** de **Jean BOYER** (Membre de l'AASSDN) en cliquant ICI

…..

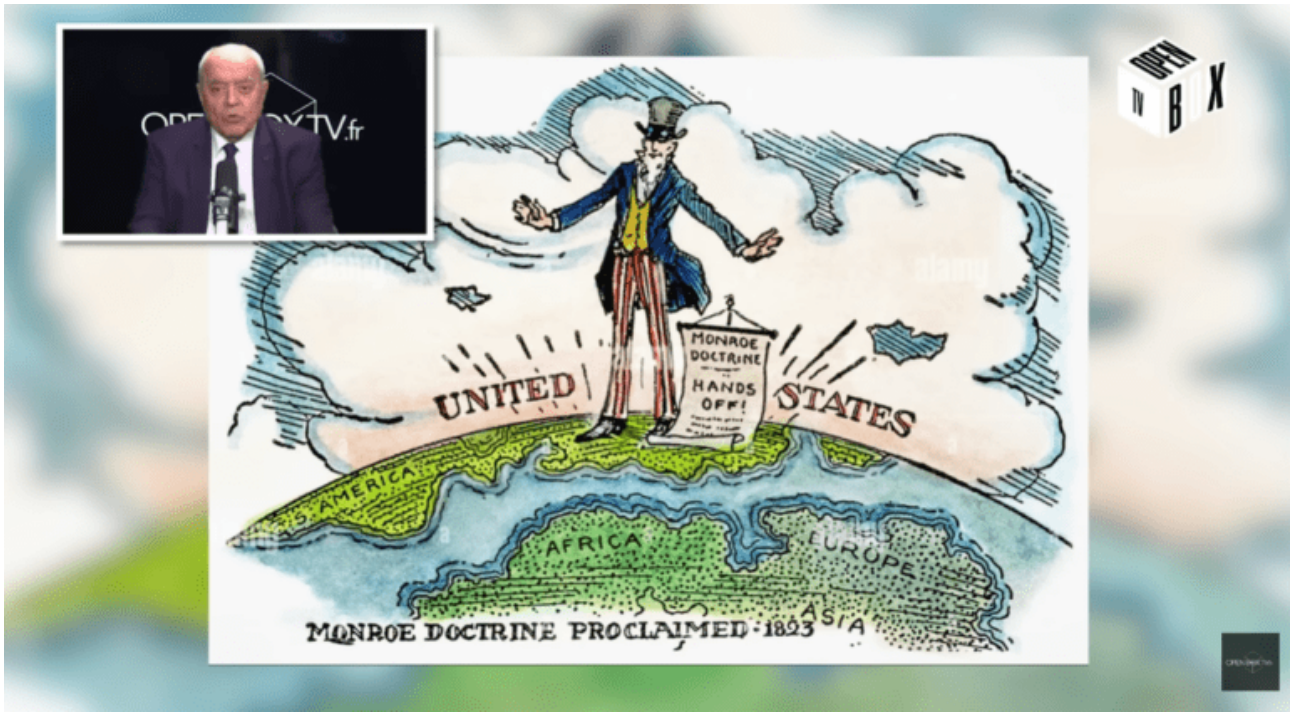
Informations sur l'article :

Titre : *"Urgence absolue"*
Auteur : Jacques HELIOT, Membre de l'AASSDN
Pages : 3
Rubrique : Souveraineté militaire
Paru dans la revue : *Revue Services spéciaux*
Numéro : 273
Périodicité : Décembre 2025
Revue de : AASSDN

Pour acheter la revue *Revue Services Spéciaux* de l'AASSDN à partir de notre boutique, cliquez ICI

Vidéo. Trump : La loi du plus fort !

Category: 2020-2030,2030-2040,Actualités,Alain Juillet,Amérique du Nord,Géopolitique,Videos en ligne
2 février 2026

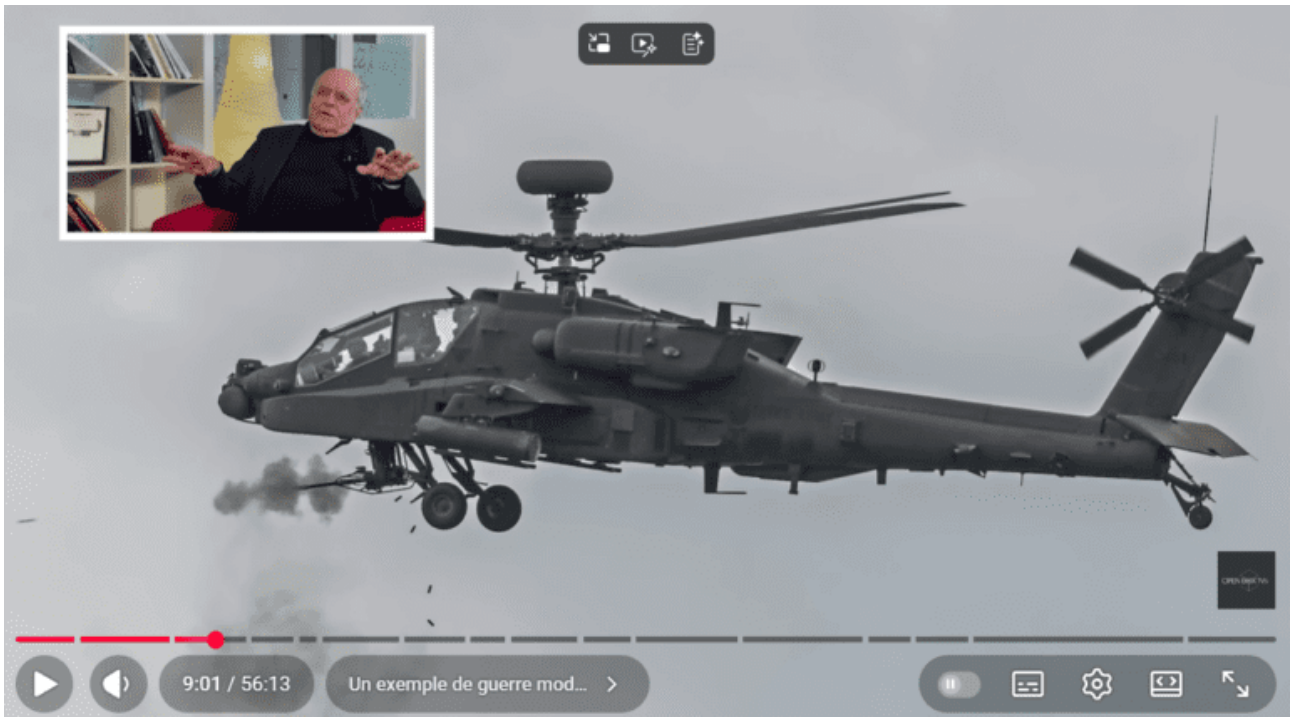


Dans cette nouvelle émission, Alain Juillet et Claude Medori analysent le National Security Strategy du président Trump, qui est le document officiel pour l'administration Trump qui dicte la politique américaine des prochaines années. Tout est clair dans ce document et Alain juillet avait déjà décodé une possible intervention des États-Unis au Venezuela. Si on s'en tient à ce qui est écrit dans ce document officiel, 2026 risque d'être une année riche en rebondissements géopolitiques.

Date de mise en ligne : 16/01/2026
Durée : 00:46:09
Compte YouTube : Open Box TV

Vidéo. Trump : Jusqu'à où ira-t-il ?

Category: 2020-2030,2030-2040,Actualités,Alain Juillet,Videos en ligne
2 février 2026



Pour cette émission exceptionnelle sur le Venezuela après l'intervention américaine, Alain Juillet et Claude Medori analysent les incidences géopolitiques mondiales de cet événement. Les règles de la diplomatie ont volé en éclat. Quid des rapports de force entre la Russie, la Chine, les États-Unis et l'Europe ? Aujourd'hui apparaît au grand jour l'importance de la géo-économie (pétrole), de la finance internationale (dollars) et de la géopolitique.

Date de mise en ligne : 09/01/2026
Durée : 00:56:13
Compte YouTube : Open Box TV

Chapitrage minuté de la vidéo :

00:00 : Introduction
02:50 : Venezuela : Une opération d'envergure !
07:05 : Un exemple de guerre moderne
10:30 : Une attaque prévisible ?
12:30 : La manipulation du monde par les USA
13:20 : Trump et la stratégie du jeu de go !
17:00 : Pourquoi le Venezuela est-il pauvre ?
19:50 : Quel seront les répercussions de l'opération américaine sur le monde ?
21:30 : Le retour des empires
24:40 : Trump contre l'OPEP
27:00 : Quelle relation entre la Chine et le Venezuela ?
31:50 : La Guyane française et ses voisins
37:30 : Quelle répercussion sur Taïwan face à l'intervention américaine au Venezuela ?
39:30 : Amis ou ennemis des États-Unis
42:00 : Quel avenir pour l'Europe
52:00 : La spécificité Corse au Venezuela

Culture stratégique : La stratégie de la Chine et Taïwan

Category: 2020-2030,2030-2040,Actualités,Asie Centrale,Asie Pacifique
2 février 2026



La stratégie de la Chine pour faire basculer Taïwan sans un coup de feu
ou l'art chinois de transformer les crises en opportunités

En évoquant « l'Incident de Xi'an » de 1936, cet article propose une grille de lecture historique pour comprendre comment la crise parlementaire taïwanaise de 2024 2025 pourrait servir les desseins du Parti communiste chinois (PCC). Il explore les conditions dans lesquelles le blocage institutionnel d'un pays peut être exploité par un acteur extérieur – en l'occurrence le PCC – sur les plans psychologique, informationnel et stratégique.

L'analyse met en parallèle les logiques de division, d'ingérence et de recomposition du pouvoir, tout en soulignant les différences fondamentales : nature du régime, solidité des institutions, neutralité des forces armées et environnement international dissuasif. L'analogie de Xi'an apparaît ainsi comme un outil d'analyse, un miroir qui invite à la vigilance, non une carte qui

annoncerait le déclin.

Xi'an, décembre 1936

Deux généraux nationalistes enlèvent leur commandant en chef, Chiang Kai-shek, pour le forcer à cesser la guerre civile et s'unir avec leurs adversaires communistes contre le Japon. Ce qui aurait pu être un simple coup de force militaire devint, sous l'habile médiation du PCC, un tournant historique : la formation du Second Front uni. Huit décennies plus tard, Pékin semble s'inspirer des mêmes principes à Taïwan, mais avec des méthodes adaptées au XXIe siècle : subversion politique, guerre cognitive et pression économique plutôt que revolvers et négociations secrètes. Depuis les élections taïwanaises de janvier 2024, l'île fait face à une crise institutionnelle sans précédent faite de blocage parlementaire, de polarisation sociale et de division de la classe politique. Pour le PCC, cette situation n'est pas une menace, mais une opportunité stratégique.

[…]

Claude JAECK
AASSDN
Article publié dans la *Revue Services Spéciaux* de décembre 2025

Pour lire l'article ***"La stratégie de la Chine pour faire basculer Taïwan sans un coup de feu ou l'art chinois de transformer les crises en opportunités"***, dans son intégralité**, cliquez ICI**

Vous pouvez également lire, dans leur intégralité, les articles parus dans la *Revue Services Spéciaux* de décembre 2025 :

- ***"La stratégie de la Chine pour faire basculer Taïwan sans un coup de feu ou l'art chinois de transformer les crises en opportunités"*** de **Claude JAECK** (AASSDN) en cliquant ICI
- ***"Le capitaine Jean Avallart et les officiers de Buchenwald"*** de **Marie GATARD** (Administratrice de l'AASSDN) en cliquant ICI
- ***"SNA type Suffren : Sous les mer, au cœur de la supériorité stratégique"*** de **Jean BOYER** (Membre de l'AASSDN) en cliquant ICI

…..

Informations sur l'article :

Titre : *"La stratégie de la Chine pour faire basculer Taïwan sans un coup de feu ou l'art chinois de transformer les crises en opportunités"*
Auteur : Claude JAECK (AASSDN)
Pages : 4
Rubrique : Culture stratégique
Paru dans la revue : Revue Services spéciaux
Numéro : 273

Périodicité : Décembre 2025
Revue de : AASSDN

Pour acheter la revue *Revue Services Spéciaux* de l'AASSDN à partir de notre boutique, cliquez ICI

Mémoire vivante : "Le capitaine Jean Avallart et les officiers de Buchenwald"

Category: 2020-2030,2030-2040,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Actualités,Contre-espionnage
2 février 2026



DR

Au congrès de l'ASSDN 2026, qui doit se réunir à Granville, s'imposera la mémoire d'un enfant du pays, Jean Avallart, né dans la ville le 17 décembre 1908. Son nom est gravé sur le Mémorial des Services spéciaux à Ramatuelle, parmi ceux qui ont donné leur vie pour notre pays.

A 17 ans, muni d'un BEP (brevet d'études primaires), ce tout jeune homme au grand front, au visage fin et énergique, fils d'un préposé des Contributions, est engagé volontaire et quitte ses parents et sa sœur. Trois ans plus tard, il est admis à l'École militaire de l'infanterie et des

chars de combat de Saint-Maixent.

D'abord affecté en Algérie, puis en Tunisie en 1939, il est de nouveau en Algérie au moment de l'armistice de 1940, alors capitaine, divorcé, remarié et père d'un enfant. Mis en congé, il devient chef de groupe de travailleurs étrangers, à Bou Arfa, puis employé de la société « Méditerranée-Niger », chargé de la main-d'œuvre indigène.

Chargé d'opérations périlleuses

Mais, à Colomb Béchar en 1942, il est rappelé à l'activité par le général commandant en chef des « Français civils et militaires », intègre les services de renseignement militaires et devient officier des Services spéciaux sous le pseudonyme de Jean-Marie. Désigné pour accomplir une mission spéciale en France, il y est débarqué par le sous marin Marsouin le 8 mai 1943.

Jean Avallart va diriger le secteur de Marseille de LARVA, le réseau créé à Alger par Paul Paillole, appelé aussi « Travaux ruraux (TR) jeune », qui a une mission de contre-espionnage et de recherche de renseignements. Il faut créer le réseau en France, réceptionner les agents envoyés d'Alger, fournir des renseignements militaires, effectuer des missions spéciales, établir les liaisons avec la Sécurité militaire d'Alger ou les annexes de Londres.

[…]

Marie GATARD
Administratrice de l'AASSDN
Article publié dans la *Revue Services Spéciaux* de décembre 2025

Pour lire l'article ***"Le capitaine Jean Avallart et les officiers de Buchenwald"***, dans son intégralité**, cliquez ICI**

Vous pouvez également lire, dans leur intégralité, les articles parus dans la *Revue Services Spéciaux* de décembre 2025 :

- ***"La stratégie de la Chine pour faire basculer Taïwan sans un coup de feu ou l'art chinois de transformer les crises en opportunités"*** de **Claude JAECK** (AASSDN) en cliquant ICI
- ***"Souveraineté stratégique : Urgence absolue"*** de **Jacques HELIOT** (Membre de l'AASSDN) en cliquant ICI
- ***"SNA type Suffren : Sous les mer, au cœur de la supériorité stratégique"*** de **Jean BOYER** (Membre de l'AASSDN) en cliquant ICI

…..

Informations sur l'article :

Titre : *"Le capitaine Jean Avallart et les officiers de Buchenwald"*
Auteur : Marie GATARD, Administratrice de l'AASSDN

Pages : 2
Rubrique : Mémoire vivante
Paru dans la revue : *Revue Services spéciaux*
Numéro : 273
Périodicité : Décembre 2025
Revue de : AASSDN

Pour acheter la revue *Revue Services Spéciaux* de l'AASSDN à partir de notre boutique, cliquez ICI

Exportation Rafale : Un succès commercial aux effets opérationnels sensibles.

Category: 2020-2030,2030-2040,Actualités
2 février 2026



Rafale : quand les exportations creusent des trous dans la flotte française

Pour vendre le Rafale à l'export, la France a cédé des avions de ses escadrons. Un succès commercial aux effets opérationnels sensibles.

En résumé

Le succès à l'export du ***Rafale*** est devenu l'un des piliers de la politique industrielle et stratégique française. Pour conclure rapidement certains contrats, notamment avec la **Grèce** et la **Croatie**, Paris a accepté de livrer des avions prélevés directement sur sa propre flotte opérationnelle. Cette décision a permis d'accélérer les livraisons et de sécuriser des contrats politiquement et économiquement majeurs. Mais elle a aussi créé des **gaps temporaires** dans le dispositif de défense aérienne français. Moins d'avions disponibles, une pression accrue sur les cellules restantes et un vieillissement accéléré du parc en sont les conséquences directes. Cette stratégie pose une question de fond : jusqu'où la France peut-elle soutenir l'export du Rafale sans fragiliser durablement sa propre aviation de chasse ?

Le choix assumé de livrer vite pour gagner des contrats

Dans un marché des avions de combat extrêmement concurrentiel, la rapidité de livraison est devenue un critère décisif. Pour certains pays, attendre cinq ou six ans des avions neufs sortant de chaîne n'est pas acceptable. La France l'a bien compris.

Face à des offres concurrentes américaines ou européennes, Paris a mis en avant un argument différenciant : la **livraison immédiate** d'avions disponibles. Ce choix a été déterminant dans plusieurs négociations. Il suppose cependant un sacrifice temporaire, celui de prélever des appareils sur les escadrons français déjà en service.

Cette stratégie n'est pas improvisée. Elle est le résultat d'un arbitrage politique entre **priorité industrielle**, crédibilité diplomatique et acceptation d'un risque opérationnel maîtrisé.

Le cas grec, symbole d'un succès rapide mais coûteux

Le contrat signé avec la Grèce illustre parfaitement cette logique. Athènes cherchait à renforcer rapidement sa posture aérienne face aux tensions régionales. La France a proposé une solution clé en main.

Le premier accord portait sur **18 *Rafale***, dont **12 avions d'occasion** issus de l'Armée de l'Air et de l'Espace, complétés par des appareils neufs. Ces avions ont été prélevés sur des escadrons opérationnels, modernisés puis livrés en un temps record.

Sur le plan politique et industriel, l'opération est un succès. Elle a renforcé la relation stratégique franco-grecque et consolidé la position du Rafale sur le marché européen. Sur le plan militaire français, elle a créé un **vide temporaire**, partiellement compensé par des ajustements de planification et une montée en cadence industrielle différée.

La Croatie et la répétition du même schéma

Quelques mois plus tard, la Croatie a choisi à son tour le Rafale. Là encore, la rapidité de livraison a été décisive. Le contrat porte sur **12 *Rafale* d'occasion**, tous issus de la flotte française.

Ces appareils, anciennement en service, ont été rénovés et portés à un standard compatible avec les besoins croates. Pour Paris, l'enjeu était double : s'imposer face à des offres

concurrentes et consolider une présence stratégique dans les Balkans.

Mais l'addition est claire. Entre la Grèce et la Croatie, ce sont **plus de 20 avions** qui ont été temporairement soustraits au format opérationnel français, dans un contexte où la flotte est déjà jugée **trop juste** par les rapports parlementaires.

L'état réel de la flotte de Rafale française

Sur le papier, la France dispose d'un peu plus de **200 *Rafale***, répartis entre l'Armée de l'Air et de l'Espace et la Marine nationale. En pratique, le nombre d'avions réellement disponibles pour des missions de combat est bien inférieur.

Une partie du parc est immobilisée pour maintenance lourde ou modernisation. D'autres appareils sont affectés à l'entraînement, aux essais ou à la dissuasion nucléaire. La disponibilité moyenne oscille autour de **55 à 60 %**, selon les périodes.

Lorsque des avions sont retirés pour l'export, même temporairement, l'effet est immédiat. Les escadrons restants doivent assurer les mêmes missions avec moins de cellules, ce qui augmente mécaniquement le **nombre d'heures de vol par avion**.

Les gaps opérationnels créés par ces cessions

Les autorités parlent de trous temporaires. Dans les faits, ces **gaps capacitaires** ont plusieurs conséquences concrètes.

La première concerne la **posture permanente de sûreté aérienne**. Moins d'avions disponibles signifie moins de marges pour faire face à des pics d'activité ou à des crises simultanées.

La deuxième touche la préparation opérationnelle. Les avions restant en ligne volent davantage. Cela accélère l'usure des cellules et réduit les marges de manœuvre pour l'entraînement avancé.

Enfin, ces cessions compliquent la planification à moyen terme. Tant que les avions neufs destinés à remplacer ceux vendus ne sont pas livrés, le format reste en tension.

L'impact sur le vieillissement des cellules restantes

Chaque heure de vol compte. Les Rafale prélevés pour l'export étaient souvent parmi les cellules les plus anciennes, mais leur départ reporte la charge sur les appareils restants, parfois eux aussi déjà bien entamés.

Cette situation crée un **effet boule de neige**. Plus un avion vole, plus il nécessite de maintenance. Plus la maintenance augmente, plus la disponibilité globale baisse. Le cercle est connu et documenté dans les rapports de la défense.

À long terme, cette pression peut conduire à des arbitrages difficiles : prolonger certaines cellules au-delà de leur potentiel initial ou accepter une baisse temporaire de capacité.

Le rôle central de l'industrie et des cadences de production

La clé de cette équation reste la capacité industrielle. Les avions vendus à l'export doivent être remplacés par des Rafale neufs sortant de chaîne. Or, les cadences actuelles ne permettent pas une compensation immédiate.

Augmenter la production implique des investissements, du personnel qualifié et une **chaîne d'approvisionnement robuste**. Les moteurs, radars et équipements critiques ne se produisent pas du jour au lendemain.

Tant que la montée en cadence n'est pas effective, chaque avion cédé à l'export représente un manque temporaire pour les forces françaises. Ce décalage est assumé politiquement, mais il n'est pas neutre militairement.

Un succès commercial qui interroge la cohérence stratégique

Il serait simpliste de présenter ces ventes comme une erreur. Le Rafale à l'export renforce l'industrie nationale, soutient l'emploi et consolide des alliances stratégiques. Ces bénéfices sont réels et mesurables.

Mais ce succès met aussi en lumière un **déséquilibre structurel**. La France dispose d'une aviation de chasse très performante, mais numériquement limitée. Chaque cession d'avions existants accentue cette fragilité à court terme.

Les rapports parlementaires soulignent que cette stratégie n'est viable que si elle s'accompagne d'un effort budgétaire durable pour reconstituer le parc et améliorer la disponibilité.

Jusqu'où peut aller ce modèle ?

La question n'est pas théorique. D'autres opportunités d'export existent. Si elles reposent à nouveau sur des avions d'occasion français, la tension sur la flotte pourrait devenir critique.

À moyen terme, la France devra choisir. Soit augmenter significativement son format de chasse et ses capacités industrielles, soit accepter que chaque succès à l'export se traduise par un affaiblissement temporaire de sa propre défense aérienne.

Le *Rafale* est devenu un atout stratégique majeur. Mais un atout trop sollicité peut finir par se retourner contre ses propres intérêts !

Site : Avion-chasse.fr
Lundi 05 janvier 2026

Mondialisation : L'Union européenne et

l’accord Mercosur

Category: 2020-2030,2030-2040,Actualités,Union Européenne
2 février 2026



« Le Mercosur ? Un accord d’une autre époque, d’un autre monde ! ».

Qui parle ? Le très européen Michel Barnier, deux fois commissaire à Bruxelles avant sa très courte (trois mois) apparition à Matignon, brièvement interrogé dans la rue, le 8 janvier, près des tracteurs occupant la place de l’Etoile. Un artisan, donc, de ce qu’est devenue l’Union européenne – il a voté oui à Maastricht en 1992, oui au référendum en 2005, en expliquant même, après le vote négatif des Français, qu’il n’y avait pas « de mandat du non » à respecter. Et il soutiendra en 2008 le Traité de Lisbonne – présenté comme un « min-traité » par Nicolas Sarkozy mais qui reprenait l’essentiel de ce qui avait été rejeté en 2005.

Il a donc été témoin et acteur engagé des échecs successifs d’une Europe convaincue que la mondialisation serait heureuse. Et qui a persisté, malgré les échecs répétés des « plans » mis en place, stratégie de Lisbonne dès 2000, relance en 2010 avec les (trois axes de la stratégie Europe 2020) – nous avons rendu compte ici des étapes de ce long déclin, voir ci-dessous, à ne pas manquer ! Le Marché commun du Sud, le Mercosur (qui regroupe l’Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et l’Uruguay, 80% du PIB sud-américain) date de la même époque (1999). « *À l’époque* », résume Morvan Burel pour le *Monde diplomatique* (1), « *le président des États-Unis se nommait William Clinton, le commissaire européen au commerce Pascal Lamy et le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Michel Camdessus : trois incarnations d’une vague libre-échangiste qui déferla sur la planète à la fin du XX^{e} siècle* ».

Tous persuadés – et militants pour la cause – que l'avenir radieux s'inscrirait dans un monde sans frontières, royaume de l'immigration et du libre-échange, urbanisé, régi par les « règles » que l'Occident « sachant » et occupé à développer ses « services » imposerait aux producteurs à son bénéfice.

Depuis, poursuit Morvan Burel, « *une crise financière majuscule* (2008) », puis, entre autres choses une pandémie majeure « *mettant le chaos dans les chaînes d'approvisionnement* », de concert avec le développement chinois et la désindustrialisation de l'Occident, ont dissipé les illusions, au moins chez les acteurs majeurs. Pour l'Union européenne (« *Un village d'irréductibles bureaucrates* » pour Morvan Burel), il s'agit là d'une simple « panne » temporaire dans le processus de mondialisation. Les acteurs majeurs, Etats-Unis, Chine et même Russie, forte de sa puissance nucléaire, ont compris, eux, qu'il s'agit d'une nouvelle ère et s'organisent en conséquence – personne n'aura manqué d'entendre Donald Trump ni de remarquer ses mouvements (Venezuela) ni ses menaces (Canada, Groenland).

Pourtant, ajoute Morvan Burel, « *le camouflet commercial administré à Bruxelles par Washington aurait pu conduire les dirigeants européens à réévaluer leurs certitudes. Soucieuse d'écarter la menace américaine de taxer à 30 % les produits européens, la Commission a accepté, le 27 juillet dernier, un accord asymétrique extrêmement défavorable. Le texte prévoit que les exportations européennes acquitteront un droit de douane de 15 % à leur entrée aux États-Unis, cependant que les produits industriels et certains produits agricoles (huile de soja, semences de culture, céréales, fruits à coque, ketchup, biscuits, cacao) en provenance d'Amérique pénétreront librement sur le territoire europée*n ». De plus, « *la Commission s'est également engagée à ce que le Vieux Continent acquière pour 700 milliards d'euros de produits énergétiques américains et à réunir 550 milliards d'euros d'investissements privés européens sur le territoire des Etats-Unis* ». Défaite en rase campagne de Madame von der Leyen.

L'attitude européenne stupéfie jusqu'en Chine.

Ainsi, l'éditorial du 8 janvier du *Global Times* chinois (2). « *Face à la montée de l'hégémonie et de l'unilatéralisme, l'Europe a fait preuve d'une hésitation et d'une indécision considérables. Celles-ci découlent principalement de deux illusions. Premièrement, elle repose sur l'espoir que «les États-Unis se porteront mieux si un autre parti accède au pouvoir» ; deuxièmement, elle nourrit l'illusion que «l'Europe ne deviendra pas la prochaine cible d'intimidation*». Et, constat qui engage à réfléchir : « *Ce que l'Europe doit véritablement se demander, c'est : **en tant que pôle clé d'un monde multipolaire, comment doit-elle se définir ?** Certains Européens ressemblent à des «actuaires géopolitiques», paraissant perspicaces mais aboutissant à un constat profondément confus. Sur les questions fondamentales de bien et de mal, si l'Europe répond systématiquement aux comportements hégémoniques par l'apaisement et le compromis, traite la morale et la conscience comme des marchandises, et place les préférences de Washington au-dessus de tout, elle se rend complice de l'hégémonie et des jeux de pouvoir* ». Nous ajouterions : à son détriment.

Ainsi en est-il du traité du Mercosur, négocié dans le monde d'avant depuis 25 ans, malgré tout ce qui a changé, constatait l'éditorial du *Monde* le 5 septembre dernier (3) : « *Rapports de force entre les blocs, évolution des alliances géopolitiques, recul du libre-échange, déclin de l'Organisation mondiale du commerce, accélération du changement climatique, tensions au*

sein du monde agricole ». Et bien que « *les pays du Mercosur comme les Vingt-Sept (soient) désormais vulnérables aux caprices d'un président des Etats-Unis capable d'imposer des droits de douane à ceux qui refusent de faire allégeance* ». Ajoutons, conseillait François Soulard pour la revue *Conflits* (4) il y a déjà un an, que « *l'Europe et le Mercosur apparaissent comme deux puissances assoupies dans le tumulte géostratégique actuel* ».

En clair : « *La première est en droit de se réjouir d'un bilan commercial excédentaire avec la plupart de ses partenaires internationaux. Mais elle rechigne à s'ériger en acteur géopolitique et diverge dans la compréhension des menaces existentielles qui pèsent sur elle. La seconde en découd d'ores et déjà avec la nouvelle bipolarité sino-américaine et pourrait prétendre, en théorie, à devenir le grenier agroalimentaire du monde. Ses atavismes idéologiques et sa physiologie même en paralysent l'émergence* ».

Néanmoins, Ursula von der Leyen s'apprête à signer un accord conclu déjà en 2019 (sous Emmanuel Macron qui en était donc d'accord) puis reporté en raison de la déforestation entreprise par le président Brésilien d'alors, M. Bolsonaro, repris en 2024 sans clauses de sauvegarde, retardé encore en septembre dernier – et que le président Lula exige maintenant de signer enfin : « *Si l'UE n'approuve pas l'accord maintenant, nous serons fermes avec eux", a menacé Lula lors d'une réunion ministérielle* » (le 17 décembre 2025), précisant que « *si l'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur n'était pas bouclé rapidement, le Brésil ne le signerait pas tant qu'il dirigerait le pays* » (5). Depuis, des « clauses de sauvegarde » ont été négociées – qui ne règlent en rien le différend concurrentiel.

De quoi s'agit-il ?

Pour Maxime Combes, économiste à l'Aitec (Association de solidarité internationale engagée pour la justice économique, sociale et écologique), « *nous sommes dans une situation où les marchés agricoles sont encore relativement dépendants de droits de douane, de quotas d'importation, de limitations tandis que le reste a été très largement libéralisé. Pour négocier avec les grandes puissances et étendre cette libéralisation des marchés****, l'UE doit nécessairement mettre sur la table son propre marché agricole****. Les marchés agricoles européens deviennent une monnaie d'échange, et la Commission européenne l'assume parfaitement* » (6). Supprimer 90% des droits de douane signifie accepter les produits agricoles sud-américains avec OGM, pesticides, antibiotiques dont l'usage est interdit aux agriculteurs européens. Contre la disparition des droits de douane sur les produits industriels – en particulier les voitures allemandes, par exemple, des machines et équipements et des produits chimiques.

Le détail ? Le Sénat a produit un rapport parfaitement documenté en novembre dernier (7) qui soulignait le risque sur le volet agricole d'un « *accord exposant les producteurs de l'Union à une concurrence déloyale et les citoyens européens à des risques sanitaires* ».

Emmanuel Macron, depuis neuf ans favorable au Mercosur et depuis toujours à la mondialisation heureuse et au fédéralisme européen, dit, devant la contestation en cours en France (solidarité agricole et 79% de soutien des Français), ne pas vouloir signer l'accord. Mais il a échoué à constituer une minorité de blocage au sein de l'UE, la Commission ayant acheté la réticence italienne en lui accordant par anticipation des fonds considérables – et en débloquant 45 milliards d'euros pour la PAC (Politique agricole commune).

Le tournant est majeur pour la France, qui enregistre en 2025 le premier déficit agroalimentaire en 50 ans (9). Et peut-être pour l'UE.

Le très européiste et très souvent pertinent Wolfgang Münchau (EuroIntelligence) le sait : il se souvient de la crise de la chaise vide ouverte par de Gaulle en 1965-1966. Que le déclencheur en a été « *un désaccord sur le financement de la politique agricole commune* ». Or, dit-il, « *il existe un rare consensus politique en France à ce sujet. Les partis politiques français ne parviennent pas à s'entendre sur le budget, mais ils sont unanimes dans leur rejet de l'accord avec le Mercosur* ». Et, inquiet : « *Et si le « non » français reste un « non » ? Ce serait la première fois que l'UE signerait et mettrait en œuvre un accord commercial majeur sans le consentement de l'un de ses membres fondateurs* ». Alors ? « *Un accord avec le Mercosur adopté par l'UE et rejeté par la France ne risquerait-il pas de rouvrir un vieux schisme et de faire resurgir le spectre des chaises vides de de Gaulle ?* ».

Alors le temps serait venu de considérer que la structure actuelle de l'UE date aussi « *d'une autre époque, d'un autre monde* » et d'enfin épouser le monde d'aujourd'hui. De cesser, pour l'Europe, d'être un nain géopolitique et de retrouver son chemin particulier pour la France.

Rien d'impossible, en fait. Dans quinze mois, peut-être ?

Hélène NOUAILLE
La lettre de Léosthène du 10 janvier 2026

Document : extrait de la lettre 1887 du 19 février 2025, **Pour l'Europe, le dernier métro**

Document cité: *Vie Publique* (services du Premier ministre), novembre 2018, Marion Gaillard, *De la stratégie de Lisbonne à la stratégie Europe 2020*
https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/38558-de-la-strategie-de-lisbonne-la-strategie-europe-2020

« *Durant les années 1990* », peut-on lire sur le site Vie publique, rattaché aux services du Premier ministre, « *un écart important se creuse entre l'Europe et les États-Unis, alors que les puissances économiques émergentes progressent et que le Japon demeure très performant en recherche-développement (R&D), proportionnellement à sa population* ». C'est alors, poursuivait le docteur en histoire Marion Gaillard en 2018, que « *devant ce décrochage, les États européens ont élaboré, lors du Conseil européen de Lisbonne les* ***23 et 24 mars 2000****, une stratégie, dite «* ***stratégie de Lisbonne*** *», visant à faire de l'UE en 2010 «* ***l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde****, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale* ».

En France, nous étions sous le président Jacques Chirac, en Allemagne sous le chancelier Gerhard Schröder, Romano Prodi dirigeait la Commission européenne (1999-2004, avant Manuel Barroso).

Mais ? **Le constat est cruel : « *Cette stratégie a échoué* ».** Dans tous ses objectifs. La recherche (« *Alors qu'elle prévoyait d'affecter au budget de la recherche 3% de son PIB, l'UE dans son ensemble n'y consacre que 1,9%* » contre 2,16% aux Etats-Unis), la croissance (« *le*

taux de croissance visé était de 3% et il n'a atteint que 1,25% en moyenne »), l'emploi (« *le but fixé était un taux d'emploi global de 70% et il n'était que de 64,3% en 2011 ; celui des 55-64 ans devait d'élever à 50% et n'atteignait à la même date que 47,4%* »). Il faut donc le dire : « *Malgré le bilan de mi-parcours réalisé en 2004 par Wim Kok, ancien Premier ministre des Pays-Bas, et la réorientation opérée en 2005, l'échec était patent en 2010* ».

On se fixe alors un nouvel objectif, avec les ***« trois axes de la Stratégie Europe 2020 ».*** *Nous sommes en 2010 avec Nicolas Sarkozy en France, Angela Merkel en Allemagne et Manuel Barroso à la Commission.*

Hélas, nouvel échec. *« Alors qu'on arrive presque à l'échéance de cette stratégie » constatait donc Marion Gaillard en 2018, « on sait déjà que beaucoup de ces objectifs, notamment en matière de chômage, de pauvreté ou de recherche et développement ne seront pas atteints. Depuis son adoption, la situation économique de certains pays s'est dégradée, avec une récession persistante au milieu de la décennie 2010, une dette croissante, un chômage et une pauvreté en augmentation ». Nous sommes en 2025, Emmanuel Macron approche la fin de son mandat, Olaf Scholz ne sera plus chancelier le 23 février prochain, Ursula Von der Leyen se maintient à la Commission. La croissance dans l'UE a été de 0,9% en 2024, celle de la France de 1,1%, celle de l'Allemagne, en récession pour la deuxième année consécutive, de -0,2% (le FMI évoque +2,8% pour les Etats-Unis). La dette en France est de 3 228 milliards d'euros (fin deuxième trimestre 2024), 112% du PIB, elle a bondi de 1000 milliards d'euros en moins de dix ans avec Emmanuel Macron.*

Telle est la réalité – une bérézina.

Notes :

(1) Le Monde diplomatique, octobre 2025, Morvan Burel, L'Europe à contresens sur l'autoroute de l'histoire
https://www.monde-diplomatique.fr/2025/10/BUREL/68812

(2) The Global Times, le 8 janvier 2026, Faced with hegemonic coercion, Europe can no longer pretend to be asleep: Global Times editorial
https://www.globaltimes.cn/page/202601/1352722.shtml

Traduction en français :
https://reseauinternational.net/face-a-la-coercition-hegemonique-leurope-ne-peut-plus-faire-semblant-de-dormir/

(3) Le Monde, le 4 septembre 2025, Editorial : L'accord avec le Mercosur, miroir d'une double perte d'influence
https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/09/04/l-accord-avec-le-mercosur-miroir-d-une-double-perte-d-influence_6638878_3232.html

(4) *Conflits*, le 27 décembre 2024, François Soulard, *L'accord UE-MERCOSUR : bond en avant ou cheval de Troie économique ?*
https://www.revueconflits.com/laccord-ue-mercosur-bond-en-avant-ou-cheval-de-troie-economique/

(5) BFMTV/AFP, le 17 décembre 2025, *C'est maintenant ou jamais: le président brésilien Lula menace de ne pas signer l'accord UE-Mercosur si Bruxelles tarde trop*
https://www.bfmtv.com/economie/international/c-est-maintenant-ou-jamais-le-president-bresilien-lula-menace-de-ne-pas-signer-l-accord-ue-mercosur-si-bruxelles-tarde-trop_AD-202512170728.html

(6) Politis, le 27 novembre 2025, Vanina Delmas, *« L'accord UE-Mercosur, le traité de libre-échange le plus contesté de l'histoire européenne »*
https://www.politis.fr/articles/2025/11/laccord-ue-mercosur-le-traite-de-libre-echange-le-plus-conteste-de-lhistoire-europeenne/

(7) Sénat, le 20 novembre 2025, *Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur*
https://www.senat.fr/rap/l25-147/l25-147.html

(8) EuroIntelligence, le 9 janvier 2026, Wolfgang Münchau, *The empty chair on Mercosur*
https://www.eurointelligence.com/

(9) Terre-Net/AFP, le 19 novembre 2025, La balance commerciale alimentaire française au plus bas en 2025
https://www.terre-net.fr/echanges-mondiaux/article/890279/1er-deficit-commercial-agroalimentaire-en-50-ans-pour-la-france-en-2025